



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Surveillante poignardée par un élève

Question au Gouvernement n° 763

Texte de la question

SURVEILLANTE POIGNARDÉE PAR UN ÉLÈVE

Mme la présidente . S'il vous plaît ! La parole est à Mme Naïma Moutchou.

Mme Naïma Moutchou . Monsieur le premier ministre, la société est sidérée de ce qui est en train de se passer. Les Français sont sous le choc et en colère quand quasiment chaque jour l'actualité leur jette à la figure un nouveau drame, une nouvelle violence. Chaque jour ou presque, des adolescents tuent à l'arme blanche, des enfants et leurs surveillants sont poignardés jusqu'à l'intérieur même des établissements scolaires. Ce matin, c'est Mélanie, assistante d'éducation, qui a perdu la vie ; hier, c'étaient Elias, Laurène, Thomas, Sékou, Inès, Enzo, Matisse et tant d'autres encore, tous tués à l'arme blanche par des mineurs.

Cette liste, ce ne sont pas des faits divers, mais les signes d'un effondrement. Nous voyons l'autorité reculer partout et la violence gagner partout. Nous voyons une partie de la jeunesse qui sombre, qui bascule dans la brutalité la plus décomplexée. Nous voyons des adolescents qui sortent armés pour commettre le pire. C'est tout sauf une crise passagère, c'est un fléau, c'est l'ennemi public numéro un : voilà la conclusion de la mission que vous m'avez confiée à ce sujet, ainsi qu'au préfet François Ravier. Je vous ai remis le 28 mai notre rapport, qui n'est pas un simple document, qui doit être un électrochoc, une prise de conscience et, surtout, l'occasion d'agir.

Il est temps – c'est ce que nous préconisons – d'interdire strictement la vente et la détention de tout type d'arme blanche par les mineurs. Il est temps d'imposer le défèrement systématique des auteurs, de prévoir des sanctions pénales beaucoup plus rapides (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes HOR et EPR*) et d'instaurer des peines minimales, de sécuriser nos établissements scolaires, d'améliorer la chaîne de signalement. Il est temps d'investir dans la prévention, dans la santé mentale des jeunes et dans la médecine scolaire (*Exclamations sur quelques bancs des groupes LFI-NFP et SOC*), de s'attaquer aux conséquences délétères des réseaux sociaux en interdisant le téléphone portable à l'école. (*Applaudissements sur les bancs du groupe HOR. – Mme Émilie Bonnivard applaudit également.*) Les mesures sont prêtes, elles sont applicables. Nous ne pouvons plus nous contenter d'attendre ni nous contenter d'hommages et de minutes de silence, encore et encore. Ma question est simple, monsieur le premier ministre, mais elle est solennelle : quand déciderons-nous que cela suffit ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes HOR et LIOT ainsi que sur quelques bancs des groupes EPR et DR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le premier ministre, chargé de la planification écologique et énergétique.

M. François Bayrou, *premier ministre, chargé de la planification écologique et énergétique* . D'abord, je veux vous remercier du travail que vous avez fait, avec le préfet Ravier, à la tête de cette commission qui, en à peine plus d'un mois, a réussi à construire un plan de réponse à cette vague qui paraît irrésistible, tant les armes que l'on dit blanches sont faciles d'accès – ne serait-ce que dans les cuisines familiales –, tant les adolescents qui se

livrent à cette violence semblent pris d'une contagion de l'armement personnel dans les cartables des écoles.

Cela est insupportable et vous avez raison de défendre l'idée, que vous avez contribué à nourrir et que nous construisons, d'une réponse qui soit sans faiblesse, c'est-à-dire en interdisant le port de ces armes, en exigeant que lorsque ce port est constaté, il soit puni, et en bâtissant parallèlement une politique pour lutter contre la fragilité de ces adolescents et contre les accidents de santé mentale, qui sont si fréquents. Vous avez aussi raison de dire que nous ne résoudrons pas toutes les questions sans réfléchir à la manière dont notre société se vit, comment elle partage des valeurs, des principes, comment on essaie de les transmettre aux plus jeunes, notamment aux élèves des collèges. « Quand allons-nous ? » demandiez-vous : la réponse est « maintenant ». Comme je l'ai indiqué, je vais vous demander d'accepter une mission que vous confiera le gouvernement, pour que vos préconisations soient matériellement et directement concrétisées. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR et HOR. – Exclamations sur quelques bancs du groupe RN.*)

M. Thierry Tesson . Encore une mission pour enterrer le sujet ?

Données clés

Auteur : [Mme Naïma Moutchou](#)

Circonscription : Val-d'Oise (4^e circonscription) - Horizons & Indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 763

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 11 juin 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 11 juin 2025